

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 14 - 1 FRANC - 3-8-1971

NOUVELLE SOCIÉTÉ :

LA FIN D'UN MYTHE

Lettre ouverte à Georges Friedmann

par B. Renouvin, p. 2

LETTRE OUVERTE

Dans deux précédents articles (1), j'ai envisagé de résumer le plus complètement possible les critiques que vous adressiez aux sociétés techniciennes, et de retracer votre recherche d'une sagesse pour le monde d'aujourd'hui. Technicien, vous ne croyez pas aux solutions des technocrates. En quête d'une force spirituelle capable de guider l'humanité, vous avez été déçu par toutes celles que vous avez rencontrées ou étudiées. A l'Action française non plus, nous ne sommes pas les zélés de la religion du progrès, pas plus que de celles de l'Orient. Quant au catholicisme, nous en reparlerons.

Mais parlons de vous d'abord. Comme les anciens Grecs, comme Maurras aussi, vous êtes l'ennemi de la démesure, cette vieille « hybris » qui menace perpétuellement l'homme et qui, dans le nouveau milieu qu'il s'est créé, est en train de triompher. Vous avez cru que certaines sociétés traditionnelles sauraient échapper au vertige technique. Vous savez maintenant que l'Épire, la Crète, l'Andalousie, perdront à leur tour tout ce qui fait que, l'espace d'un été, on aime à y vivre. Vouloir abandonner le monde moderne pour aller vivre dans une île grecque est une illusion : tôt ou tard il rejoindra le déserteur. Vous demandez donc à l'homme de faire face et de trouver des solutions. Disons franchement que celles que vous indiquez sont décevantes. Pire : elles conduisent à une impasse.

« L'EFFORT INTÉRIEUR »

L'essentiel, selon vous, c'est que l'homme fasse un « effort intérieur » pour dominer le milieu technique. Mais comment le pourrait-il ? Certains diront qu'il en trouvera la force dans telle religion ou telle idéologie. Vous leur répondez qu'aucune des forces spirituelles de notre temps ne peut supprimer son angoisse. C'est déjà considérablement limiter la possibilité de la « conversion intérieure » que vous souhaitez. Vous nous dites alors que c'est à l'homme de découvrir, tout seul et dans son action quotidienne, les valeurs, les options, la sagesse qui rendraient sa vie supportable. Proposition peut-être très belle, mais en tout cas directement contredite par notre analyse de la société technicienne. Comment espérer en effet que l'homme puisse rompre avec les valeurs de la société de consommation alors que celles-ci lui sont assénées quotidiennement, par des procédés qui font appel à certains de ses instincts fondamentaux ? L'homme moyen dont vous parlez ne peut se libérer tout seul d'un conditionnement qui finit par diriger chacun des actes de sa vie. D'autant plus que vous ne donnez aucune méthode précise de recherche. Vous vous contentez d'exprimer des vœux, de fixer des buts (maîtriser l'automobile, conserver la nature...) ; vous célébrez la vertu rédemptrice de l'action, mais vous semblez oublier qu'aujourd'hui,

pour l'homme majeur, l'action c'est la consommation et la production. Encore une foi, comment se libérera-t-il seul de ce cycle infernal ?

Pour nous, la solution se trouve d'abord au niveau des institutions. De votre côté, vous en doutez car, écrivez-vous, « l'expérience des révolutions du XX^e siècle démontre avec éclat que la transformation des institutions, même rationnellement conduite, ne suffit pas à créer une société ferme ». Jugement qui appelle deux observations : d'abord, il ne s'agit pas de créer une société. La société, elle existe, avec ses lois que l'observation permet d'établir. Il faut donc respecter ces lois, si l'on veut éviter que le jeu naturel des causes et des effets ne vienne détruire des constructions artificielles. Or justement toutes les révolutions (communistes ou fascistes) du XX^e siècle ont abouti à créer des institutions qui contredisaient violemment la physique politique. Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient échoué.

FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE

Pourtant, vous n'êtes pas hostile à une réforme institutionnelle puisque vous dites que « dans le cadre de mauvaises institutions, les problèmes de l'homme sont insolubles ». Le malheur veut que vous vouliez conserver la démocratie « malgré ses errements et ses apparentes impasses », alors que c'est justement le régime qui rend insolubles les problèmes du monde moderne. Et si vous ne l'avez pas vu, c'est parce que votre critique de la civilisation technicienne s'en tient aux effets, sans jamais chercher à remonter aux causes profondes. Or ces causes tiennent à la démocratie et leur mise en évidence montre clairement la prépondérance du facteur institutionnel.

Car c'est la démocratie qui, en détruisant la liberté d'association, a créé le prolétariat. C'est elle qui a permis le triomphe du capitalisme. C'est elle qui a brisé l'harmonie sociale et ouvert la porte à la guerre civile. La société de consommation, dernier avatar du capitalisme, est un produit de la démocratie. C'est l'idéologie démocratique, celle d'un Condorcet par exemple, qui est à l'origine de la religion du progrès. C'est dans le socialisme démocratique d'un Saint-Simon que la technocratie a trouvé ses fondements. Et c'est la forme du pouvoir en démocratie qui interdit toute véritable réforme économique et sociale, parce qu'elle permet la domination de groupes industriels, financiers et administratifs, qui ont intérêt à ce que rien ne change dans la société d'aujourd'hui.

On ne peut parler d'« apparentes » impasses à propos d'un régime qui n'a jamais su résoudre la question sociale et qui laisse se développer l'anarchie économique. Quant aux possibilités de choix qu'offre la démocratie, et qui constituent à vos yeux son charme éventuel, on ne voit vraiment pas où elles pourraient se nicher, puisque ce régime a retiré aux Français

toutes leurs libertés concrètes en échange d'une liberté de vote qui n'est qu'illusoire.

Il faut donc commencer par changer les institutions et par rétablir celles qui ne contredisent pas les faits de nature, celles qui permettent que la cité soit défendue, que le citoyen soit protégé et dispose véritablement des pouvoirs, donc des libertés, qui lui reviennent. C'est pourquoi nous sommes monarchistes. Douce rêverie d'un paradis perdu, mythe du retour à une société traditionnelle depuis longtemps dépassée, direz-vous. Mais n'y a-t-il pas un ordre des choses, qu'aucune révolution technique ne peut effacer, et que les institutions doivent traduire ? Et pourquoi, dès lors, vouloir changer chaque siècle la nature profonde de ces institutions ?

LA NATION, FAIT ET BIENFAIT

Mais, direz-vous encore, le « politique d'abord » conduit au mépris total de l'homme, à l'exemple des marxistes qui pensent que la révolution suffit à faire naître un homme nouveau. Ce mépris de l'homme peut en effet provenir du culte de l'Etat, et c'est ce que Maurras reprochait essentiellement au fascisme. Mais il ne peut procéder de la reconnaissance de la nécessité primordiale du médiateur politique. « L'homme, l'être individuel existe, écrivait Maurras, mais la société existe avant lui, elle est sa condition génératrice et préservatrice ; si elle l'aide à exister, il n'en existe, il n'en vaut, n'en mérite, n'en agit pas moins par lui-même » (2). Phrase qui indique clairement les hiérarchies de notre monde.

Il y a la société, hors de laquelle l'homme n'a jamais vécu, et puis il y a l'homme, avec son autonomie, avec ses penchants contradictoires, du moins en apparence, qui le poussent soit à aimer, soit à haïr son semblable. On ne peut rien changer à ces pulsions fondamentales, mais l'on peut faire en sorte que l'homme soit porté à l'amour et non à la haine. Et c'est là que réside le grand bienfait de la nation, qui permet aux hommes de découvrir qu'ils ont besoin les uns des autres. « Quand ils se rencontrent, courant seuls dans la brousse, inconnus l'un à l'autre, deux hommes ont toujours quelque chance de se tenir pour deux loups, tant ils se veulent de bien et de mal, rien qu'en respirant leur chair fraîche ! Mais, à l'intérieur, au repli d'un même rempart, il y a une chance inverse qu'ils se traitent comme des dieux, tant leur rend de service le jeu naturel des besoins ! » (3).

Ainsi la nation est tout autant une amitié qu'un cache protecteur. Voilà pourquoi c'est folie de réclamer, comme vous le faites, un « fédéralisme mondial » qui libérerait l'homme du « tabou de la souveraineté nationale ». Certes, l'homme peut tenter de se libérer de sa nation, mais il perdra alors l'héritage qu'elle recèle, il fera disparaître le rempart qui le protège, il oubliera l'amour de son prochain. Encore faut-il qu'à l'intérieur de la nation, le

A GEORGES FRIEDMANN

conflit des intérêts ne vienne pas détruire l'amitié. Là interviennent les institutions, qui assurent la justice, limitent les querelles, agrandissent l'héritage, du moins si elles sont indépendantes et fortes. Elles ne constituent donc qu'un moyen qui permet la prospérité de la société et l'épanouissement de l'homme.

Idées qui servent à fonder la doctrine de « l'égoïsme sacré » ? De tels mots ne signifient rien. Le scientifique ne juge pas les lois et les faits en fonction de critères moraux. Or l'association et la nation sont des faits, et il suffit d'interroger l'histoire pour en mesurer toute la force. Nous reconnaissons le bienfait de la nation. Vous célébrez la beauté de l'union de tous les peuples de la terre. Théorie généreuse qui a l'inconvénient de négliger les conditions de cette unité. Pour fédérer les peuples il faut un fédérateur qui ne peut être que d'essence spirituelle. Car l'union autour de biens matériels divise, on s'en aperçoit tous les jours. Vous dites ne pas avoir trouvé cette force spirituelle. C'est que vous avez mal cherché, vous en tenant, pour l'Eglise catholique, aux positions exprimées actuellement par certains de ses membres, sans vraiment vous interroger sur ce qu'elle enseigne depuis près de deux mille ans.

Vous n'avez pas la foi ? Maurras l'avait perdue et pourtant il saluait dans l'Eglise le « temple des définitions du Devoir » dont les principes rejoignent ceux qu'il avait induits de l'expérience. Si donc un jour l'Internationale se constitue, elle sera catholique, à l'exemple de l'Europe chrétienne du Moyen Age. On peut regretter que cette Europe ne soit plus. C'est un fait dont il faut s'accommoder, en reconnaissant que dans ce cadre national qu'on dit « trop étiqué » aujourd'hui peut se réaliser ce précepte fondamental du catholicisme qu'est l'amour du prochain.

Mettez en doute l'enseignement de l'Eglise, déclamez contre la nation, brisez les institutions qui lui conviennent, laissez surgir les impérialismes carnassiers, et vous déclencherez la haine. On le voit bien depuis le XIX^e siècle.

UNE SAGESSE POUR LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Nous sommes-nous tellement éloignés de la crise de la société contemporaine, avec sa démesure qui écrase l'homme ? Bien au contraire. Toute solution passe par la connaissance de la nature humaine et sociale, par l'affirmation de la priorité du Politique et du caractère bienfaisant de la nation.

Toute solution passe aussi par la connaissance de l'héritage du passé. Or ce qui est étonnant chez vous, c'est que vous vous contentez de chercher une réponse dans les idéologies du XX^e siècle, ou dans les attitudes religieuses contemporaines. Vous qui êtes amoureux de la Grèce, vous ne vous interrogez pas sur la portée de son « message », comme on dit aujourd'hui.

Et pourtant, c'est là que notre capital s'est constitué. C'est en Grèce que la Raison naquit et que la beauté atteignit la perfection. C'est au génie grec que Romains et Français demandèrent des leçons, et c'est sa philosophie que recueillirent les docteurs du Moyen Age. Et ce sont les anciens Grecs qui surent clairement discerner que le Nombre est peu de chose en regard de la « douce et claire qualité ». En un mot, « il nous reste de la Grèce l'humanité », comme le disait Maurras. Il n'y a donc pas à inventer une nouvelle sagesse. Contre le rationalisme, contre l'anarchie dans l'art, contre la dictature du Nombre, de la quantité, c'est l'esprit de la Grèce qu'il faut retrouver.

Bertrand RENOUVIN.

(2) *L'Action française*, 12 juin 1932.

(3) Maurras, « Votre Bel Aujourd'hui ».

Réflexion sur notre combat

Après le camp des étudiants que le hasard a établi près de Clairvaux à l'écoute des dernières pensées de Charles Maurras, une réunion de cadres s'est tenue aussi à Belroy, précédant une session d'études prolongée pendant une semaine. On le voit, la Nouvelle Action Française ne succombe pas à l'engourdissement de l'été. L'activité, l'alerte sont les premiers traits de son portrait et les premières réponses aux bonnes fées qui se sont penchées sur son berceau et qui se demandent encore ce que nous sommes et, si l'on peut dire, de quel droit nous vivons !

Ce que nous sommes ? Ni une amicale, bien sûr, de bons jeunes gens munis de cannes ou de parapluies, ni un cercle frileusement groupé autour d'un feu de jeunesse, ni une nouvelle officine à paradoxes, comme il en surgit tant, de par le monde, pour satisfaire un temps la philosophie badaude ! Nous n'éprouvons aucun attrait pour les opinions qui vivent de leurs charmes en marge de la vérité et de la société et qui tranchent si cavalièrement, au hasard des fantaisies ou des urnes, de la vie et de la peine des hommes.

Quant à justifier de notre existence, c'est

l'avenir qui s'en chargera, à défaut d'un raisonnement en « manches d'avocat », car nous ne combattons pas pour que l'A.F. vive ou survive, bien ou mal, légitimement ou pas, mais pour qu'un jour elle devienne inutile, par le retour du Roi. Si les uns lui donnent de leur temps, les autres de leur argent (jamais trop !), si d'autres encore, comme Yvan Aumont, ont donné ou risqué de leur liberté, ces choses sérieuses ont un objet sérieux : restituer à la France une institution que légitime le service qu'elle lui a rendu et qu'elle lui rendra. Et c'est pourquoi, quand nous répétons que celui-ci qui est dauphin doit succéder à celui-là qui est roi, nous avons vraiment épuisé tout à fait nos problèmes de légitimité.

Le temps est trop court, pour d'autres querelles. Car sous nos yeux les libertés tombent une à une. Par l'effet immanquable de la démocratie, que les niais de tous les pays confondent encore avec le progrès et même le bonheur, la toute puissance de l'Argent s'installe et s'étale au cœur de l'Etat. Les technocrates allongent les bras, les juges s'effacent. Il paraît qu'on commence à s'en apercevoir, même à l'Assemblée Nationale. Devant nous, qui avons lu

Maurras, *l'Avenir de l'Intelligence* s'accomplit page par page.

Comme les Romains de la décadence, qui ne pouvaient « supporter ni leurs maux, ni les remèdes de leurs maux », les augures s'épuisent à chercher une troisième voie, à définir des réformes, des contrats, des plans, un ordre, mais qui soit républicain, une discipline de vie, mais qui soit libérale, une égalité des chances, mais qui finisse sous le couperet des examens ! Ils oublient, ces augures, parce qu'ils sont vieux avant l'âge, que, suivant la phrase de Maurras, « même les réformes ne servent de rien, si le mal tient au régime et si, ce régime, on y tient ».

Nous n'y tenons pas, mais cela à la fois nous libère et nous astreint, nous éclaire et nous dirige. C'est la raison, non personnelle, pour laquelle nous avons naguère quitté un comité, faisant peut-être, mais aussi recevant des blessures qui ne doivent pas compter au prix du but poursuivi.

Il nous faut maintenir, développer, rendre insurmontable, par tous les moyens, cette contre-encyclopédie que Maurras a lancée tout seul, ou presque seul, au début

→

Réflexion sur notre combat

(suite)

de ce siècle, avec ce mélange de sagesse et d'audace qui caractérise les grands commencements : « humbles débuts, disait-il pourtant... d'une œuvre qui fut vivace parce qu'elle était sérieusement conçue ».

Ces « humbles débuts », ce fut, en 1899, ce Comité d'Action française, né de la rencontre de Vaugois et de Pujo, qui venaient de claquer la porte d'un comité directeur où ils avaient vénéré Kant et Spinoza, et du jeune Maurras qui n'était pas né royaliste. Et de ce comité, Maurras définissait ainsi la stratégie et les espoirs : « Nous n'avions pas voulu donner à l'œuvre naissante la couleur de Blancs contre Rouges, ni d'un drapeau de Trône et d'Autel. Nos maîtres n'étaient pas tous de droite : pourquoi les adhérents ne nous viendraient-ils que de là ?... Nous voulions rallier des jacobins autant que des fils de choux. Avant qu'ils pussent songer à se mettre en route vers nous, nous les voyions, les voulions et les appelions, comme tout ce qui vivait vraiment de la France contemporaine... »

Nous aussi, il nous faut sérieusement concevoir que la monarchie n'a de chance d'être restaurée que si, par-delà le dix-neuvième siècle et sa stupide ségrégation des hommes, par-dessus les familles d'esprit, elle redevient l'affaire de la France entière et de tous les Français, et même de ceux qui lancent des pavés dans un monde où ils s'ennuient, parce qu'ils sont tels après tout que la démocratie les a faits, dans un monde que la démocratie appauvrit et dessèche.

Si leur révolte est déjà un appel et si notre appel ne pouvait éclairer leur révolte, que vaudrait notre appel, et que vaudrions-nous ?

G.-P. WAGNER.

La nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31Directeur de la publication :
YVAN AUMONTImprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10*

Mr. LE PREFET AU VESTIAIRE

Du temps du « vieux » on n'aurait jamais vu ça. Un conseil qui se prend pour un comité des sages au point d'oser censurer une décision du gouvernement au nom d'une constitution dont tout le monde se moque, aurait à coup sûr subi le sort de feu le Haut Tribunal Militaire.

Tous les démocrates s'étaient pourtant sentis fiers : la République avait trouvé une Cour Suprême statuant au-dessus des partis. Mon professeur de Droit constitutionnel a vu réaliser le rêve qu'il a exposé pendant vingt ans à des amphes croulant de rire : la démocratie peut être autre chose qu'un panier de crabes, c'est un jeu de gens biens élevés et impartiaux. Il a été heureux un matin en lisant son journal. Il peut mourir. Cela vaudrait mieux pour lui.

Un comité formé de membres désignés par les trois premiers personnages de l'Etat, le Président de la République, ceux du Sénat et de l'Assemblée, est chargé de veiller à la régularité du fonctionnement des institutions publiques et de la conformité des lois avec l'esprit de la constitution. La première fonction qui consiste par exemple à surveiller les élections présidentielles, ne mérite pas d'observations particulières. Mais quel est l'esprit de la constitution ?

La république n'est gouvernable que si se dégage une majorité contrôlant aussi bien l'Elysée que l'Assemblée... et tenant en mains

par là même six des neuf membres du Conseil constitutionnel (compte non tenu des anciens présidents de la République au nombre actuellement nul). L'esprit de la constitution se réduit à celui de la majorité.

S'il est assez facile à des juristes de se référer à un texte aussi succinct que celui de la constitution, apprécier son esprit relève de la plus haute fantaisie. Si l'ambiance de la majorité est fasciste, cet esprit sera fasciste et inversement. Si à un moment, la majorité est hésitante, le gouvernement risque des surprises comme celle de l'autre jour.

En réalité, si on analyse avec un juridisme froid, le texte de la constitution et l'article 3 de la nouvelle loi Marcellin, il est difficile de trancher avec une certitude absolue le problème de la constitutionnalité. Les deux thèses, celle du conseil et celle du gouvernement, peuvent prêter à des discussions byzantines sans intérêt pour ceux qui ont compris que l'essentiel n'est pas là.

Une crise nouvelle secoue la majorité. L'aile libérale s'inquiète de la tendance fascisante et policière du gouvernement Pompidou. La république est aujourd'hui condamnée à la dictature ou à l'immobilisme si les libéraux du conseil constitutionnel bloquent le gouvernement.

Jacques LAMBERVILLE.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- Nouvelle Action Française : Paris 642-31.
- A.F. Université : Paris 1918-59.
- Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.

LES SOUBRESAITS DU MONDE ARABE

Les nouveaux déchirements du monde arabe livré aux ambitions rivales des grands impérialismes démentent chaque jour le rêve d'unité pourtant présent sous des formes diverses dans tous les esprits. L'absence de choix politiques clairs reflète l'interférence des conflits internes et des influences étrangères, ce qui accentue la dissociation de l'« arabité ».

LE CAS JORDANIEN

La Jordanie constitue l'exemple le plus net de ce déséquilibre ; tous les éléments d'incertitude sont réunis : l'influence des puissances étrangères dont l'une, la Grande-Bretagne, est à l'origine de la création du pays ; présence active d'une communauté non-intégrée, les Palestiniens dont l'intérêt diffère d'avec celui de l'Etat jordanien ; enfin, dichotomie entre les deux parties du pays, Cis-Jordanie citadine et industrialisée occupée par Israël contre Trans-Jordanie nomade et bédouine fidèle à la dynastie. Celle-ci dont la légion arabe a combattu fermement l'invasion israélienne est aussi la première à avoir tenté de négocier une solution politique en 1949, ce qui valut au roi Abdallah, d'être assassiné par un Palestinien fanatique dans la grande Mosquée de Jérusalem.

Dans la mesure où les Palestiniens sont et veulent rester assimilables tandis que la Jordanie désire récupérer ses territoires occupés par Israël, les intérêts divergent et engendrent des conflits. Le récent transfert d'influence de la Grande-Bretagne vers les Etats-Unis explique

la volonté jordanienne de liquidation d'un problème qui bloquait toutes chances de négociation. Les organisations palestiniennes sont pourtant manipulées par certains pays arabes qui les utilisent à leur propre profit. Ainsi la Saïka constituait le fer de lance du régime syrien en territoire jordanien avant la prise du pouvoir par le général Hafez-el Assad. Depuis quelques mois une manœuvre du colonel Boumedienne tend à réunir le Front Populaire de Libération de la Palestine du docteur Georges Habache et le Fath de Yacéf Arafat contre l'armée de Libération Palestinienne (A.L.P.) branche militaire de l'O.L.P. Précisons que l'A.L.P. et l'O.L.P. forment un embryon d'Etat palestinien tendant à l'autonomie ; ce qui diminue d'autant l'importance des organisations de résistance liées à la politique d'un état déterminé. L'équilibre intérieur nécessitait l'élimination des feddayins ; l'armée et les tribus bédouines, points d'appui du régime souffraient de la diminution de l'autorité de l'Etat. L'analogie avec le régime marocain est frappante ; le pouvoir militaire consolide l'autorité royale ; le maréchal Habes el Majali et le général Mohamed Oufkir ont vocation de connétables et de gardiens des trônes au profit des U.S.A. Les différents accords signés puis violés successivement par les deux parties en cause ne laissent place à aucun compromis mais déterminent une véritable « solution finale ». La nécessité d'un certain équilibre dans cette région du monde rend les Palestiniens perdants à moins d'un changement radical de la conjoncture internationale.

des Ansars, musulmans intégristes, et qui aujourd'hui élimine les « communistes athées », n'a guère de chances de survie. L'armée a été divisée par le putsch, les syndicats sont systématiquement démantelés, les communistes éliminés physiquement. La base sociale et politique du régime soudanais se rétrécit jusqu'à devenir à peu près nulle. D'autant que l'appui des pays socialistes, en particulier celui de l'U.R.S.S. n'est pas inconditionnel. Le P.C.F. l'a confirmé dans un communiqué sans doute inspiré par l'Union soviétique. Il est vrai que l'U.R.S.S. a l'habitude de sacrifier les avantages idéologiques à ses intérêts de puissance impérialiste comme en Egypte où il y a 20.000 conseillers soviétiques, mais où les communistes croupissent dans les prisons ou les camps de concentration.

Les solidarités établies par le pacte de Tripoli ont joué conjointement avec certains impératifs nationaux, tels ceux de l'Egypte qui exerça jusqu'en 1956 un protectorat sur le Soudan avec la Grande-Bretagne. La clause qui spécifiait une « intervention en cas de coup de force dont l'un des Etats signataires » a été appliquée avec vigueur. C'est d'ailleurs la première fois qu'un accord de cette sorte entre pays arabes est appliquée.

Quand la Syrie s'était retirée de la République Arabe Unie (R.A.U.) en 1961, Nasser avait accepté le fait accompli sans recourir à la force militaire. Le Soudan n'était pas signataire du pacte, mais avait aligné sa politique sur celle des autres Etats (Egypte, Libye, Syrie) ce qui explique l'aide apportée par l'Egypte, mais surtout par la Libye du colonel Khadafi.

GUERRE CIVILE AU SOUDAN

Le conflit du Soudan a surpris tous les observateurs internationaux ; si une instabilité politique était chronique dans ce pays, jamais l'élimination totale d'une tendance n'avait eu lieu. La profonde diversité politique en est la cause : l'Islam reste une force puissante bien que divisée en deux groupes principaux : frères musulmans et Ansars. Plusieurs autres faits originaux différencient le Soudan des autres pays arabes : un puissant parti communiste de 50.000 membres rayonnant sur un million de sympathisants et pourvu de nombreuses courroies de transmission dont la Confédération soudanaise des travailleurs, forte de plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Enfin, l'armée reste la garante de l'unité du pays en luttant contre les velléités d'indépendance du sud, peuplé de chrétiens et d'animistes. Cette guerre civile dont nul chroniqueur ne parle jamais a déjà fait 500.000 morts et paraît devoir se prolonger longtemps encore.

La rivalité des différentes tendances islamiques a longtemps constitué la trame politique du Soudan. L'instabilité se manifestait par des coups d'Etat réalisés sans heurts et dont le vaincu sortait sain et sauf. Depuis l'indépendance en 1956, l'armée a effectué cinq coups d'Etat, en particulier celui qui porta au pouvoir le Maréchal Abboud et celui dont le régime du général Gaafar el Nèmeiry est sorti en 1969. Ce régime bâtard qui a écrasé la secte

LA MONTÉE DE LA LIBYE

Celui-ci aspire d'ailleurs à un rôle de leadership dans le monde arabe, en remplacement de Nasser dont il se proclame l'héritier. Refusant le « communisme importé de l'étranger » et les « monarchies corrompues », il prône un « socialisme islamique » à tendances xénophobes panarabes. La Syrie en dépit de sa faible population (deux millions d'habitants) possède des atouts certains : son importance économique due au pétrole et son emplacement géographique. Ses tentatives d'intervention en Jordanie et au Maroc ont été purement oratoires et dénuées de succès, mais son rôle dans l'affaire soudanaise lui donne un poids politique avec lequel il faudra compter. Mais dans la mesure où la France possède des intérêts en Libye (voyage à Paris du commandant Jalloud, membre du Conseil de la Révolution) nous aurons à revenir sur l'expérience libyenne.

La tendance générale est au maintien des monarchies traditionnelles et des régimes bâtards, mais pour combien de temps encore ?

Le monde arabe déchiré par sa diversité continuera à regarder vers l'unité. Reste à savoir au profit de qui se réalisera cette unité.

Axel ALBERG.



**une nouvelle
ACTION
FRANÇAISE**

Franco : 1 F

Abonnement étudiant : 8 F

Normal : 12 F

C.C.P. A.F. Université

1918-59 Paris

LE PREMIER CAMP D'ÉTUDES DE LA N. A. F.

Le premier camp de la Nouvelle Action Française, qui a regroupé au château de Belroy, près de Bar-sur-Aube, une centaine de participants, n'a été ni un camp de vacances ni un camp de folklore pour boyscouts attardés ou grands gamins désaxés. Il a été un camp de recherche et de réflexion.

Les responsables de la direction des études, en établissant le plan des conférences, ont obéi à une double préoccupation : rappeler ou apprendre aux militants nouveaux les fondements élémentaires de la doctrine d'A.F. : Empirisme organisateur, Nationalisme, nécessité de la Monarchie ; apprendre à tous comment appliquer les constantes de la pensée maurrassienne dans sa méthode et dans ses conclusions, à la situation de la France de 1971.

« Tradition et progrès », disait Auguste Comte. Cette devise, nous l'avons faite nôtre à Belroy. La méthode maurrassienne suppose en premier lieu l'étude du passé afin d'en tirer des leçons pour le temps présent et l'avenir. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel passé : Maurras grognait dès qu'on lui parlait de Chateaubriand, car il lui reprochait à juste titre d'aimer dans le passé uniquement ce qui est révolu : *« Race de naufrageurs et de faiseurs d'épaves, oiseau rapace et solitaire, amateur de charniers, Chateaubriand n'a jamais cherché, dans la mort et dans le passé, le transmissible, le fécond, le traditionnel, l'éternel : mais le passé, comme passé, et la mort, comme mort, furent ses uniques plaisirs. »* (Trois Idées Politiques.)

C'est pourquoi, nous nous sommes bien

gardés de faire simplement un rabachage masochiste de toutes les défaites passées, de l'Affaire Dreyfus à l'O.A.S., en passant par ce que Maurras appelait « L'échec de Vichy » (1). Nous avons longuement analysé l'histoire des cent cinquante dernières années en général, celle de l'A.F. en particulier. C'est avant tout pour pouvoir actualiser en 1971 la stratégie définie par Maurras dans « Si le coup de force est possible ».

Dans cette optique, un nombre considérable de conférences a été consacré à l'analyse des mutations de la société française. Nous avons d'abord étudié, sous ses aspects technologiques et sociologiques, l'avènement de la société post-industrielle. Puis, en développant les analyses, maintenant classiques, de Pierre Debray, nous avons vu comment la bureau-technocratie, pénétrée de tous les mythes progressistes (mythe de la croissance considérée comme une fin en soi, primat de l'économique dont le progrès doit automatiquement entraîner la réalisation du paradis terrestre), est en train de rater la seconde révolution industrielle après avoir raté la première. Et nous avons opposé à l'erreur bureau-technocratique qui réduit l'homme à un agent économique de la production et de la consommation, le caractère humain de la Monarchie qui intégrerait le développement dans les traditions nationales permettant ainsi le réenracinement de l'homme dans des cadres de vie communautaires, ce qui, infiniment mieux que la matrique de Marcellin, mettrait fin à la crise de civilisation actuelle, à l'angoisse et à la solitude de l'homme mo-

derne, broyé dans les mégapoles, abruti par les mass-media.

Ainsi le « Français français » dont parle notre cher Jacques Perret, c'est-à-dire l'homme qui intègre dans le temps présent tout un art de vivre constituant notre génie national pourrait-il renaître. Mais — est-il même besoin de le dire ? — à moins d'être un irréparable serin, un maurrassien ne saurait interpréter l'expression de « Français français » dans un sens abstrait et conceptualiste et l'appliquer à un être dégagé des particularismes régionaux, professionnels, culturels, qui font par excellence de la France le pays de la diversité.

Rousseau, qui développe ce point de vue le « Contrat Social » et inspire en dernière dans le « Contrat Social » et inspire en dernière analyse la bureau-technocratie, n'a jamais été un des maîtres de l'A.F. ! Ceci nous a donc amenés à faire une analyse détaillée des différentes couches sociales (2), afin notamment de détecter quelles sont celles qui sont les plus brimées par l'état bureau-technocratique, donc les plus aptes à se révolter contre lui. C'est dans ces couches que nous devons recruter les « Français actifs » en puissance, c'est-à-dire « ceux qui osent imaginer autre chose que ce qui existe », comme les définissait Maurras au congrès de 1907 de l'A.F. Une propagande intelligente orientée dans cette direction peut seule déboucher sur une royalisation du pays, but vers lequel tout le camp a été orienté cette année.

Arnaud FABRE.

PRÉPARATION DU CONGRÈS ROYALISTE UNIVERSITAIRE

Notre Congrès sera destiné à définir les grands objectifs de notre stratégie universitaire. L'ampleur du sujet exige que la préparation des travaux soit entreprise dès maintenant.

Lors de notre Congrès, nous nous proposerons de donner à l'institution universitaire envisagée comme terrain de lutte contre-révolutionnaire une finalité contre-révolutionnaire. Autrement dit, il s'agit de transformer le contenu politique de l'Université. En vertu du Politique d'abord, nous savons que toute stratégie, partielle ou globale, ne peut concourir à la monarchisation du pays que si elle est porteuse du principe de destruction de l'Etat républicain. Notre problème est de savoir comment ce principe doit se concrétiser dans le domaine universitaire.

Dans un premier temps nous devons décrire l'Université, définir avec précision les relations existant entre l'Université et le Pays légal. Cette étude situera l'Université dans le Pays légal. Du degré d'intégration de l'Université au Pays légal, et du mode d'intégration, dépendent les moyens que nous mettrons en œuvre. Prenons un exemple : le rôle de plus en plus grand des rouages communistes ou para-communistes

comme facteur d'intégration de l'Université au Pays légal marxiste contribue sans cesse à modifier et la place de l'Université dans le Pays légal et la nature des liens unissant l'un à l'autre. Au pouvoir officiel dans l'Université se superpose aujourd'hui le pouvoir révolutionnaire. Au carcan administratif s'ajoute le totalitarisme idéologique, ex. : Orsay. De l'affrontement de ces deux pouvoirs dans l'Université républicaine, il résulte que celle-ci cesse d'être moyen de gouvernement pour devenir aussi moyen de conquête du Pouvoir.

DU TIERS POUVOIR...

Il y a deux ans nous lançons le slogan « Tiers Pouvoir ». La raison fondamentale le justifiant est qu'à ce moment (mai 68) nous assistions à une modification du rapport des forces. D'une part s'effondrait le pouvoir officiel et l'Université napoléonienne, d'autre part se constituait un Pouvoir. Deux conditions propices à une action fondée sur le Tiers-Pouvoir se trouvaient réalisées. D'abord le Pays légal universitaire s'effondrait, ministère en tête. Ensuite la montée révolutionnaire inquiétait tous les antimarxistes qui, n'espérant plus rien de l'Etat, se tournaient vers l'A.F. Mais avec

la loi Faure allait naître une situation nouvelle.

... AUX EXIGENCES ACTUELLES

Avec la loi Faure le pouvoir révolutionnaire entrait dans la légalité. Ceci explique d'ailleurs les succès du P.C., mieux armé que les gauchistes pour continuer la lutte dans les nouveaux cadres fauristes. Dès lors allaient cohabiter les deux pouvoirs. Le P.C. était partie prenante. Le Pays légal universitaire changeait de contenu. Dès lors des facteurs utilisables pour l'élaboration du Tiers Pouvoir perdaient leur intérêt. Par exemple la crainte de la révolution qui, en mai 1968, avait déterminé des « vocations militantes », ne provoquait plus après la légalisation du pouvoir révolutionnaire des réactions aussi générales et virulentes. Bourjol n'était pas Cohn-Bendit. De ces nouveaux aspects de l'Université doivent naître de nouveaux thèmes d'action contre-révolutionnaire. Nous reviendrons sur ces thèmes qui seront la trame du Congrès. SECRETARIAT NATIONAL ETUDIANT (Adresser toute correspondance concernant le congrès à J.-C. BOTREL, Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er})

LA RUE SANS JOIE

L'Indochine est très loin ; si loin dans l'espace, si loin dans le temps. Qui la connaît encore sinon par quelque inscription ou vocifération conditionnée ?

Ce pays existe cependant ; et ceux qui, en 1954, avaient 16 ans, peut-être se souviennent d'Haiphong, de Dien-Bien-Phu et de quelques radeaux.

Ces jours-ci il flotte comme une odeur de jaunes. Les maoïstes d'expression française célèbrent le triomphe de leur Dieu-fait-Mao, tout ce que l'intelligentsia compte de distingué, regrette de façon comique que Nixon ait obtenu ce miracle qui aurait dû jaillir sous les pas de Saint Kennedy.

Les grands esprits se rencontrent ; les petits esprits commentent. Mais il y a toujours quelque part en Annam, une rue sans joie, et demain, quand les grands peut-être se seront partagé le monde, quelques Vietnamiens connaîtront enfin les douceurs du marxisme.

Après tout, depuis vingt ans et plus, on ne sait plus que le Vietminh terrorise ses adversaires et tyrannise ses troupes de Lang Son au Cap Saint-Jacques.

Les bombes vont cesser peut-être, depuis l'extrême Orient, d'éclater jusque dans nos cœurs, le napalm huileux de brûler les herbes et les corps, le viet d'attaquer ou de crever... Oui peut-être.

Le gros Minh régnera six mois sans doute et même plus s'il se rallie ; il faut savoir ménager les transitions. Le grand Viet Nam unifié pourra enfin s'occuper tranquillement du Cambodge et du Laos, loin du bruit des B 26 et des agresseurs impérialistes.

On pourra enfin liquider les adversaires de classe au loin des rizières sans craindre d'être gêné par quelque tigre de papier ; cela se fera sans bruit.

Plus personne ne dira ce qui se passe dans la rue sans joie.

Hervé CATTÀ.

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

Lettres de prison ... 20 F
Critique et poésie ... 22 F
Mes idées politiques 20 F

Marie-Madeleine MARTIN

Le Roi de France 15 F
Histoire de l'Unité

Française 14 F

Le Latin immortel ... 24 F

Hélène MAURRAS

Souvenir des prisons
de Ch. Maurras ... 10 F

Bernard de VAULX

Charles Maurras 15 F

A. BLANC

DE ST-BONNET

Politique réelle 8 F

Jacques PERRET

Le vilain temps 15 F

Adressez vos commandes
au service librairie accompa-
gnées de leur montant (aug-
menté de 1 F pour frais d'en-
voi).

Bernard MALLET

Une messe sera dite pour le repos de l'âme de M. Bernard Mallet, à Angoulême, en l'église Saint-André, le lundi 9 août à 19 heures.

PERMANENCES D'ÉTÉ

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis à 21 heures, chez M. J.-J. Boisserolle, 44, rue des Remparts, 33 - Bordeaux.

FEDERATION FLANDRES - ARTOIS PICARDIE

Pour tous renseignements, s'adresser en août :
M. BEAGUE, 49, rue du Maire-André, 59 - Lille.

PARIS

Jusqu'au 15 août, nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), seront ouverts tous les jours (sauf le dimanche), de 15 heures à 19 h 30.

CAMP 1971

Du 10 juillet au 1^{er} août, le camp des étudiants d'Action française s'est tenu au château de Belroy, près de Bar-sur-Aube. Une centaine de participants — sans compter les nombreux visiteurs — ont assisté aux conférences et aux cercles dont le programme avait été fixé en vue de deux objectifs :

- Formation des nouveaux.
- Développement d'une stratégie royaliste pour les plus anciens.

Cette année, le camp avait également l'intention d'innover en constituant la base de départ d'une propagande débouchant sur la réalité extérieure. Ainsi, grâce aux efforts de Julien Chailley, du comité de l'Aube, deux réunions ont été organisées durant le camp à Bar-sur-Aube : le 23 juillet, Gérard Leclerc, Paul Maisonblanche et Patrice Bertin ont parlé de la monarchie populaire, et le 27 juillet un dîner-débat a eu lieu à l'Hôtel du Commerce. Chaque fois, un public nouveau est venu s'informer sur les raisons de notre combat.

Le dimanche 1^{er} août, un nouvel effort de propagande marqua la clôture du camp : la population de l'Aube était invitée à une journée « portes ouvertes ». Un repas pris en plein air précéda des allocutions de MM. G.-P. Wagner, président du comité directeur de l'Action française, Arnaud Fabre de Rieunègre, Nicolas Kayanakis et Gérard Leclerc, rédacteur en chef de la N.A.F. Signalons que la veille une réunion des cadres de la N.A.F. s'était tenue sous la présidence de M^e Wagner. Cette réunion a permis à tous de tirer les implications pratiques de la stratégie développée durant le camp et de fixer les objectifs de la rentrée.

Il faut remercier particulièrement les personnes dont le dévouement a permis la bonne tenue du camp : Jean-Paul Seyler qui — aidé par Cécile Perrin et Aude Bellenger — a mené à bien la tâche difficile d'assurer le ravitaillement d'une centaine de personnes ; le chef de camp Pierre Larmande qui, durant quinze jours, a su diriger les militants en faisant la part du travail et de la détente toujours nécessaire.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

LES ENNUIS DE CHABAN

La disparition de Charles De Gaulle n'a pas provoqué, ainsi que certains l'avaient un peu trop imprudemment annoncé, la fin du phénomène majoritaire. Pompidou et Chaban-Delmas ont même réussi un certain élargissement de celui-ci vers le centre, resté hostile jusque là au gaullisme. C'est que le coefficient personnel du personnage historique ne jouant plus, un autre facteur s'est substitué à lui. La volonté de garder le pouvoir a créé un syndicat électoral uniquement fondé sur le désir de ne pas perdre les avantages de la situation acquise.

Pourtant le compromis majoritaire n'exclut pas de graves tensions que doit s'efforcer de neutraliser celui qui assume la succession du général. Encore faut-il noter que le Président de la République agit le plus souvent par Premier Ministre interposé, ce qui lui permet de ne pas trop s'engager, se lier ou se « mouiller » et lui assure une relative indépendance au milieu des fluctuations des familles de la majorité.

La fonction du Premier Ministre constitue donc pour lui une sorte de soupape de sécurité. En dernier ressort, il est toujours possible d'en changer, ne serait-ce que pour opérer un « réajustement » rendu nécessaire par les pressions de l'opinion. En même temps, les services de la Présidence de la République peuvent entretenir des contacts, mener une politique « souterraine » capable de ménager l'avenir et d'assurer pour les mois qui viennent une éventuelle équipe de rechange.

Ces quelques réflexions un peu sèches nous semblent résumer les conclusions que l'on peut tirer du point de vue du fonctionnement des institutions après plusieurs mois de remous tant en guerre contre la faiblesse de la répression devant l'agitation. Depuis lors, en effet, les difficultés n'ont pas cessé pour le Premier inaugurés par la foudra de M. Tomasini par Ministre et ce n'est pas sans raison que l'« Express » pouvait titrer la semaine dernière :

Chaban, un été chaud. Paradoxalement, la période des vacances a provoqué une aggravation des contradictions du régime et mis en évidence les faiblesses inhérentes au système fondé sur le phénomène majoritaire. Pour mémoire, rappelons en deux mots les principaux événements survenus depuis un mois :

1. La lettre des présidents des commissions de l'Assemblée Nationale sur les défauts du fonctionnement des institutions parlementaires publiée par l'A.F.P. avant même que Chaban ait pu réagir.

2. Le regroupement de la gauche gaulliste autour de MM. Dechartre et Edgar Faure coïncidant avec les propos tranchant du même Edgar Faure en faveur des théories dont a horreur l'aile droite de l'U.D.R. : contrat social, autonomie et participation.

3. Enfin le départ de M. Simon Nora, chef de cabinet du Premier Ministre, celui qui inventa avec Jacques Delors la nouvelle société.

Ces trois événements s'expliquent fort bien pour peu qu'on examine la composition de la majorité et même plus simplement si l'on considère les clivages internes de l'U.D.R. Les deux tendances du parti gaulliste recouvrent grosso-modo le clivage « ancienne-nouvelle classe politique », l'ancienne classe politique très caractéristique de l'électorat traditionnel de la droite attachée à ses notables, la nouvelle classe toute orientée vers le réformisme technocratique.

Le conflit entre « anciens et nouveaux » est donc entré dans une phase cruciale au fur et à mesure que les uns et les autres entendaient imposer au Premier Ministre la « fermeté » ou « l'ouverture ». Chaban-Delmas, de lui-même, était acquis à l'ouverture, son projet de nouvelle société fondée en particulier sur des méthodes de concertation inusitées encore en France en était une preuve manifeste. Et puis le maire de Bordeaux, de par sa formation, est lui-même intégré à la nouvelle classe politique. Ses collaborateurs Nora et Delors repré-

sentaient les types du manager tels que les modèle la bureau-technocratie. Pourtant, il lui a fallu lâcher du lest face à l'offensive de son aile droite. Et le départ de M. Simon Nora est la preuve : un gage a été donné. Chaban a aliéné sa liberté de manœuvre. Que va devenir la nouvelle société ?

L'offensive menée par Edgar Faure ne vient pas arranger ses affaires. La fusion des gaullistes dits de gauche s'est faite en secret, totalement à son insu, tout comme la bombe des présidents de commission parlementaire. Chaban ne contrôle ni sa droite, ni sa gauche. Pompidou pourra-t-il le garder longtemps encore, s'il n'est plus capable de fédérer les tendances ? Le Premier Ministre ne peut être que leader de la majorité.

On peut se demander qui pourrait réaliser le nécessaire compromis entre conservateurs et réformistes alors que le clivage entre eux ne cesse de s'affirmer. La tendance conservatrice dont les « leaders » entendent continuer la politique du général exclut à l'évidence toute compromission avec le centre. La tendance réformatrice appelle de ses vœux l'ouverture, et lorgne vers un éventuel remodelage de la majorité absorbant le centre gauche. Quel équilibre est-il donc envisageable ?

Une chose est certaine : les réformistes ont sur les conservateurs une immense supériorité, celle des techniciens sur les politiciens. Dans le cadre du régime, tôt ou tard la victoire de la bureautechnocratie est certaine. Nous ne nous en réjouissons pas.

Ce n'est pas d'ailleurs pour cela que nous sommes disposés à venir en renfort du gaullisme musclé. Il existe de ces tendances « réactionnaires » qui font le lit de la révolution. La crise où se trouve plongée notre civilisation exige des solutions radicales que le régime est à milles lieues de promouvoir. Ses querelles internes ne font rien avancer, au contraire, elles perpétuent les débats les plus vains, les querelles les plus absurdes.

Perspectives conservatrices ou réformatrices ? Qu'importe ! Ni les uns ni les autres ne pourront quelque chose contre une société bloquée. Notre horizon de pensée nous dispense d'entrer dans le jeu démocratique. Les conservateurs sont par essence des immobilistes, les réformistes sont conservateurs d'un système qu'ils désirent améliorer.

Nous sommes pour notre part contre ce système absurde qui nous a mené droit à cette crise où notre société se débat. Pour en sortir, nous proposerons nos solutions libératrices. Ceux qui savent imaginer autre chose que ce qui existe, non pas gratuitement, mais pour donner un avenir à notre peuple, nous comprendront.

Gérard LECLERC.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :